



Regards sur 2018

Un Moyen-Orient en chaos



Par Denis Bauchard
Blaise Pascal 1964

Le Moyen-Orient est devenu depuis plusieurs années un champ de bataille tous azimuts. Les conflits les plus violents semblent s'apaiser. Cependant des risques de nouveaux affrontements existent, en particulier entre les États-Unis, Israël, l'Arabie saoudite d'une part et l'Iran d'autre part. Les pays occidentaux, à l'influence prédominante pendant longtemps, sont marginalisés au profit notamment de la Russie, provoquant ainsi un basculement géostratégique.

Des guerres sans fin

Le Moyen-Orient est le théâtre de guerres qui semblent ne jamais devoir finir malgré un apaisement en trompe l'œil. En Syrie, grâce à l'appui déterminé de ses alliés russe et iranien, le régime de Bachar al-Assad a repris le contrôle des deux tiers de son territoire. Un moratoire a suspendu les opérations sur l'enclave d'Idlib, contrôlé largement par Hayat Tahrir al-Cham¹, nouvelle couverture d'Al Qaïda en Syrie. Quant à la zone tenue par les Kurdes au nord-est du pays, elle semble « pacifiée », Daech ne trouvant refuge que dans quelques poches de résistance. Au Yémen, la guerre qui dure depuis plus de trois ans, avec un bilan humanitaire désastreux, semble à un tournant. Par ailleurs, sous pression des États-Unis, de la Grande Bretagne et de la France des pourparlers ont été menés en Suède entre le gouvernement légal et les Houthistes. Ils ont débouché le 13 décembre dernier sur des résultats positifs : un cessez le feu a été conclu pour la province d'Hodeïda permettant ainsi d'acheminer l'aide humanitaire aux populations. En Irak, après la prise de Mossoul en juillet 2017, Daech ne contrôle plus de territoire même s'il reste présent clandestinement et continue de provoquer des attentats. En Libye, malgré les efforts de l'envoyé spécial des Nations unies, la situation reste toujours aussi chaotique, chaque camp étant soutenu par les parrains rivaux que sont le Qatar et les Émirats arabes unis. Au Liban, l'ordre règne. Les attentats ont cessé mais il s'agit essentiellement de l'ordre du Hezbollah, dont l'influence a été confortée par les résultats des élections législatives de mai 2018 et qui contrôle une bonne partie du pays. Quant à la question palestinienne, elle n'est plus d'actualité même si, par intermittence dans la bande de Gaza, les violences montrent que cette prison à ciel ouvert est un baril de poudre à la porte d'Israël.

Cependant ce calme apparent est trompeur. Les ferments de la violence, qui avaient contribué à l'éclatement des révolutions arabes restent toujours présents. Aucune solution militaire ne permettra le retour à la stabilité ; seule des solutions politiques de caractère « inclusif » pourront résoudre les problèmes en suspens. Or celles-ci ne sont toujours pas en vue, tant en Syrie qu'en Libye. Au Yémen, des pourparlers de paix devraient commencer le 14 janvier 2019 : il est douteux qu'ils puissent déboucher rapidement. Par ailleurs, l'Iran et l'Arabie saoudite n'ont pas l'intention de se désengager des champs de bataille où ils s'affrontent par procuration.

En outre, la prolifération de milices et de groupes tenus par des seigneurs de la guerre, chiites ou sunnites, à travers le Moyen-Orient est un élément de confusion et de violences qui n'est pas prêt de cesser. Ces groupes sont de nature très diverse. Dans certains cas il s'agit de groupes djihadistes relevant des deux mouvances rivales que sont Daech et Al Qaïda sous leurs différentes appellations en Syrie ou au Yémen. Elles rassembleraient encore plus de 40 000 combattants. Certaines de ces milices ont été créées par des gouvernements qui ne se sentaient pas suffisamment protégés par leur armée régulière. Tel est le cas des différentes milices alaouites, les *chabihis*, conçues par le régime syrien. Il peut s'agir aussi de milices délibérément formées par l'Iran pour étendre son influence comme dès 1982, du Hezbollah libanais ou, de façon plus récente, des milices formées d'Afghans et d'Irakiens qui combattent en Syrie ou des Unités de mobilisation populaire qui ont joué un rôle décisif dans la lutte contre Daech en Irak. Enfin des milices ont été formées par des partis politiques ou peuvent même avoir, comme en Libye, un fondement tribal. Or les chefs de



toutes ces milices ont intérêt à pérenniser cette situation, source d'influence et de prébendes.

Ainsi une concertation entre États n'est pas suffisante pour assurer un retour à la stabilité compte tenu de cette « milicisation » de la guerre au Moyen-Orient. De plus, d'autres risques de guerre existent.

Vers un affrontement avec l'Iran ?

Le président Obama avait joué la carte de la normalisation des relations avec la République islamique d'Iran en négociant et signant le 14 juillet 2015 l'accord de Vienne dit *Joint Comprehensive Plan of Action (JCPOA)*, avalisé par le Conseil de sécurité. Il avait pour objectif de cadrer le programme nucléaire iranien et d'éviter sa dérive vers une finalité militaire. Avant même son arrivée au pouvoir, le président Trump avait qualifié ce texte de « pire accord » jamais conclu. De fait, très rapidement, lors de sa visite officielle à Ryad en mai 2017, il devait laisser entendre que son objectif était le *regime change* en Iran. Israël, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis qui partagent largement les préoccupations américaines sont prêts à s'engager dans une *Middle East Strategic Alliance* contre l'Iran qui devrait officiellement voir le jour en janvier 2019.

De fait, l'affrontement avec l'Iran existe déjà depuis plusieurs mois sur un certain nombre de champs de bataille où les protagonistes agissent par procuration qu'il s'agisse de la Syrie, du Liban ou du Yémen. Pour leur part, les États-Unis par la dénonciation du JCPOA, le rétablissement et l'élargissement des sanctions, qu'ils somment leurs partenaires de respecter strictement, visent à une telle déstabilisation. Celle-ci est également menée par d'autres moyens, ouverts ou clandestins, comme des actions de communication ou de soutien aux menées irrédentistes et aux oppositions au régime islamique.

Quant à Israël, la première priorité est de contrer la « menace existentielle » que, selon son Premier ministre Benjamin Netanyahu, représenterait l'Iran. En vue de la poursuite de cet objectif, un commandement unique, qui assure la coordination des actions à mener, a été institué. Le premier objectif affiché est d'obliger les troupes iraniennes ou les milices qui leur sont liées à quitter

le territoire syrien. Depuis plusieurs mois, l'aviation israélienne a pilonné de nombreuses cibles iraniennes (milices chiites, force al-Qods, bases militaires, filières d'approvisionnement en armes) sur le territoire syrien. En septembre 2018, une attaque israélienne dans la région de Lattaquié provoque une riposte syrienne qui abat par erreur un *Iliouchine* russe. Ce grave incident suscite une vive réaction russe à l'égard d'Israël. Après une concertation discrète incluant l'Iran, il semble qu'un accord ait été conclu aux termes duquel la Russie veillerait à ce qu'aucun élément iranien ne s'approche de moins de 100 kilomètres de la frontière israélienne, étant entendu que les raids israéliens cesseraient. Cet accord, à l'évidence fragile, ne satisfait que partiellement les exigences israéliennes. De nouvelles attaques ont eu lieu fin novembre 2018, cette fois-ci en utilisant des missiles plutôt que des avions de combats, plus vulnérables.

Par ailleurs le Liban sud constitue une zone sensible, où le Hezbollah s'est enterré avec un arsenal important de missiles de différentes portées. Cette situation constitue une véritable menace pour la sécurité d'Israël. Il est clair qu'une attaque sur le Liban sud reste une probabilité, même si les épisodes précédents de 1996 ou de 2006 ont montré qu'il s'agit d'un redoutable adversaire. L'opération en cours « Bouclier du Nord », qui vise à détruire les tunnels créés par le Hezbollah, peut être interprétée comme une première mesure pour contrer la menace représentée par le mouvement chiite. Cependant, un autre front est envisageable et a été effectivement envisagé dans le passé : une attaque sur des sites sensibles situés sur le territoire iranien, sites militaires, nucléaires ou pétroliers. Dans l'immédiat, une telle perspective semble peu probable. Il n'en serait pas de même si l'Iran se retirait du JCPOA et réactivait son programme nucléaire. Il est clair qu'une telle opération serait risquée avec des résultats sans doute aléatoires, tout en ayant de graves conséquences sur la stabilité de la zone.

La contribution de l'Arabie saoudite et des Émirats arabes unis se limite pour l'instant, malgré quelques déclarations belliqueuses, à une coopération dans le domaine du renseignement avec leurs alliés américains et israéliens. Cette coopération pourrait

s'étendre, en cas de besoin, à la mise à disposition de bases leur permettant de faciliter une attaque de proximité contre des sites iraniens. Cependant l'affaire Khashoggi a semé quelques doutes sur la fiabilité d'un partenariat avec une Arabie dirigée par le prince héritier Mohammed ben Salman (MBS).

Pour le moment, la République islamique a pris une position de prudence et rappelle son attachement à la sauvegarde de l'accord de Vienne, mais elle se prépare à toute éventualité. Par ailleurs, on peut douter de l'efficacité des mesures prises à son égard par les États-Unis ou Israël. La présence iranienne en Syrie reste intacte. L'expérience du passé a prouvé la capacité de résilience de l'Iran. Malgré les manifestations du début de l'année 2018 et un mécontentement évident de l'opinion publique, il est illusoire de penser que le régime tombe du fait des mesures prises. Bien au contraire, comme on peut le constater, cet affrontement profite aux éléments les plus radicaux au détriment du président Rohani et des réformateurs affaiblis par l'échec de la politique de conciliation qu'ils ont essayé de promouvoir. Il n'en reste pas moins que l'Iran après avoir étendu son influence sur le Moyen-Orient arabe, de Téhéran à Damas et Beyrouth via Bagdad est maintenant sur la défensive.

Un basculement géostratégique

Depuis les années 2011-2013 un basculement des influences s'est opéré au détriment des intérêts occidentaux et au profit notamment de la Russie, de la Chine et de la Turquie.

Le déclin de l'influence occidentale est à la fois voulu et subi. En effet, le président Obama n'a pas caché sa volonté de se désengager de l'Afghanistan et du borbier moyen-oriental au profit de l'Extrême-Orient, où la Chine apparaît de plus en plus comme un rival et un danger pour la sécurité des États-Unis. Seule la menace représentée par Daech l'a incité à rester, tout en dégageant des effectifs. À cet égard, Donald Trump poursuit la même politique. S'il est resté des troupes américaines en Syrie et en Irak, leur présence vise essentiellement à contrer l'influence iranienne. Malgré la pression d'Israël et du Pentagone, le président Trump a en définitive décidé le 19 décembre dernier de retirer les deux mille membres

1 - « Organisation de libération du Levant » : groupe djihadiste syrien (NDLR).



Regards sur 2018

des forces spéciales stationnées dans le nord de la Syrie. Cette décision peut apparaître en contradiction avec cette volonté américaine affichée par ailleurs de contrer l'influence iranienne dans ce pays. Elle peut être également interprétée comme un feu vert donné au président Erdogan pour lancer une offensive contre les Kurdes du PYD/PKK. Auparavant, la dérobade du président Obama en août 2013 avait déjà accéléré ce processus de perte d'influence : après avoir défini comme ligne rouge l'utilisation de gaz de combat par l'armée syrienne, sa décision de non intervention a contribué à faire perdre aux États-Unis leur crédibilité. Elle a été jugée sévèrement par l'opposition syrienne comme par les pays du Golfe et a été interprétée par la Russie comme un feu vert pour accentuer son action militaire et diplomatique, ayant pris conscience qu'elle ne susciterait plus de réaction de la part des États-Unis. D'une façon générale la pusillanimité de l'Occident et son échec sur le dossier syrien ont contribué au retrait de son influence.

Après la décennie noire, la Russie de Poutine a repris l'initiative au Moyen-Orient qui, au même titre que l'Asie centrale, a toujours été une zone d'influence. Cette politique constante qui reprend celle de la Russie des tsars comme de l'URSS s'est trouvée accélérée après 2013. En fait, la Russie est déterminée à préserver ses points d'ancrage traditionnels dans cette zone, qu'il s'agisse de la Syrie, de l'Irak ou de la Libye. Elle est de retour dans l'Égypte du maréchal al-Sissi, qui souhaite diversifier ses interlocuteurs et avec lequel plusieurs

accords, y compris de nature militaire, ont été conclus. Mais, fait nouveau, elle est également présente et active dans des pays où son action était auparavant limitée, comme en Israël, où la présence d'une communauté d'origine russe de plus d'un millions de personnes, est un relais d'influence. Avec l'Iran, ennemi héréditaire, elle a conclu au nom de la *Realpolitik*, une alliance de circonstance. La relation avec l'Arabie saoudite est excellente, comme en témoigne le premier voyage officiel à Moscou d'un souverain saoudien en octobre 2017. S'agissant des puissances régionales, les acteurs influents traditionnels – Syrie, Irak, Égypte – sont largement hors-jeu. Si l'Arabie saoudite entend prendre un *leadership* politique autant que religieux, ses échecs successifs dus largement à l'amateurisme de Mohamed Ben Salman, l'ont mis sur la défensive. Le prince héritier a contribué, en organisant un embargo brutal mais inefficace contre le Qatar, à la fragmentation du camp sunnite alors que l'Arabie saoudite avait vocation à le rassembler. Seule la Turquie, malgré l'échec des printemps arabes qu'elle a soutenus, apparaît comme un partenaire crédible, jouant habilement entre la Russie et les États-Unis, exploitant à son profit l'affaire Khashoggi et se présentant comme un acteur responsable, même si elle est affaiblie économiquement et militairement par les purges successives dans l'armée. On ne saurait oublier le jeu de la Chine, discret mais efficace. Le grand projet stratégique de la nouvelle route de la soie passe naturellement par le Moyen-Orient.

D'ores et déjà, grâce aux sanctions qui ont pesé et continuent de peser sur l'Iran, elle est devenue en l'espace de quelques années le premier client et le premier fournisseur de l'Iran. Situation moins connue, elle est également maintenant le premier partenaire commercial de l'Arabie saoudite : le voyage du roi Salman en mars 2017 à Pékin n'a fait que confirmer cette relation forte. Elle a contribué à la défense du régime syrien en mettant son veto à plusieurs résolutions du Conseil de sécurité et est prête à apporter son aide à la reconstruction du pays. Ses relations avec Israël sont également en cours de renforcement.

Ainsi, l'année 2018 a vu s'amasser de nouveaux nuages sur un Moyen-Orient, où l'influence traditionnelle des pays occidentaux, dont la France, est en déclin en termes tant politiques qu'économiques. Il reste à espérer que l'orage qui pointe n'éclatera pas. Paradoxalement, c'est la Russie qui essaie de calmer le jeu et joue maintenant un rôle de médiateur notamment entre Israël et l'Iran. Ainsi l'année 2019 apparaît comme lourde de menaces. Certes le pire n'est jamais sûr mais l'expérience du passé prouve qu'il existe dans cette zone, mais également de la part d'acteurs extérieurs, de nombreux apprentis sorciers qui ont contribué à faire du Moyen-Orient une zone de chaos. Le retour à la stabilité n'est sans doute pas pour demain. ■